

Table Ronde – 28 juin 2007

DEVELOPPEMENT DURABLE DES BIOCARBURANTS A MADAGASCAR

I- Contexte

BAMEX et le WWF ont décidé de s'associer pour organiser ensemble une table ronde sur le « Développement durable des biocarburants à Madagascar ». Cette table ronde s'inscrit par ailleurs dans les événements de l'Année des Energies Alternatives proclamée par le gouvernement malagasy, et dans la célébration des semaines de l'Environnement.

Le secteur biocarburant est dans sa phase de lancement à Madagascar. Deux filières sont privilégiées par les acteurs privés, le gouvernement et les organismes d'appui : le bioéthanol à partir de canne à sucre, et le biodiesel à partir de jatropha.

Fin 2006, concernant la filière jatropha/biodiesel, on dénombre ainsi trois (3) investisseurs important intervenant dans diverses régions de l'île. Par ailleurs, deux (2) projets d'investissement sont également enregistrés pour l'implantation d'unités de production de bioéthanol avec le soutien de la Banque mondiale. Enfin, un projet de loi sur le biocarburant circule actuellement en vue promouvoir ce secteur.

II- Objectifs

L'engouement pour les biocarburants répond à un espoir de plus d'indépendance énergétique pour le pays et de rentrées fiscales liées aux activités à l'export. Le fait que les biocarburants soient qualifiées « d'énergies renouvelables » occultent cependant la nécessité de veiller à leur durabilité, tant d'un point de vue environnemental que social. Face aux promesses économiques pour le pays et aux perspectives à première vue intéressantes pour sortir la population rurale de la pauvreté, il est essentiel de mettre en place les balises nécessaires pour éviter une dérive, notamment vers une dégradation des équilibres écologiques et vers une fragilité sociale et économique engendrée par une importante activité agricole à la merci du baromètre économique international. Par ailleurs, devant l'évolution du contexte international laissant présager une demande toujours croissante à l'export de biocarburants, à destination de l'Europe notamment et en provenance des pays du sud, le gouvernement devra planifier et fixer des objectifs par rapport à la production de biocarburants dans le pays permettant à Madagascar de se positionner sur le marché international émergent.

La Table ronde s'est donné pour objectifs :

- de sensibiliser les acteurs clés sur la définition, l'importance et l'intérêt d'un développement durable des biocarburants pour le pays et pour les investisseurs ; cela signifie des bioénergies contribuant au développement durable de l'économie, au développement social et préservant les équilibres écologiques et environnementaux vitaux ;
- d'initier les réflexions sur les mesures à envisager pour le développement durable des investissements biocarburants à Madagascar.

III- Situation actuelle des investissements à Madagascar

Le marché de jatropha a déjà existé depuis plusieurs années à Madagascar. L'huile de jatropha a trouvé des débouchés pour la fabrication du savon et des produits cosmétiques. Depuis 2004, BAMEX

intervient dans cette filière grâce notamment à l'intérêt pour cette plante dans la production de biodiesel.

Le biodiesel d'origine jatropha est actuellement en vogue dans le monde. L'arrivée d'investisseurs internationaux confirme l'importance de Madagascar en terme de production de jatropha. D'après les résultats de notre étude en 2005, la consommation de gas oil a atteint 428.000 m³.

En ce qui concerne les marchés étrangers, nous considérerons surtout l'Union Européenne (UE), où la consommation de bio-diesel augmentera rapidement au cours des prochaines années, avec une demande qui représentera des centaines de millions de dollars.

A part le biodiesel, le jatropha peut être valorisé sous plusieurs formes :

- L'huile de jatropha peut être utilisée :

- comme source de lumière à la place du pétrole lampant ;
- comme combustible pour la cuisson dans les ménages ;
- comme biocarburant après être transformé en biodiesel ;
- comme source d'électricité lorsqu'on utilise l'huile ou le biodiesel dans les groupes électrogènes.

- Le tourteau de jatropha peut être utilisé :

- comme combustible à la place du charbon de bois dans les ménages,
- comme combustible pour les chaudières dans les industries,
- comme biogaz après une méthanisation ou gazogène,
- comme source d'électricité lorsqu'on utilise le tourteau ou le biogaz en tant que combustible dans une unité intégrant une chaudière, une turbine et alternateur.

Trois principales sociétés sont en cours de démarrage d'activités et/ou sont en train de développer leur activité. A supposer qu'un environnement juridique, fiscal et sécurisant pour investir à Madagascar soit mis en place, l'objectif d'investissement atteint 100 millions de Dollars USD. Une plantation totale de 450.000ha de jatropha est prévue en vue de produire annuellement 450.000 MT de biodiesel. Depuis la campagne 2005, la situation de la plantation actuelle fait état de 20.000ha de jatropha planté dans les régions de Boeny, Vakinankaratra, Ambatondrazaka, Androy et Anosy.

Compte tenu des utilisations possibles du jatropha, des appuis particuliers ont été réalisés pour développer la filière jatropha et valoriser les produits en vue de bénéficier en premier lieu à la population rurale. Ainsi, le jatropha est intégré dans le système agricole des agriculteurs :

- Le jatropha est introduit dans le système agro forestier afin de contribuer à la lutte contre l'érosion.
- Le jatropha fait l'objet d'une promotion particulière au niveau des organisations paysannes dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. On a travaillé sur la valorisation de l'huile de jatropha notamment en savon et comme source de lumière.

Le développement de cette filière s'est concentré sur les aspects environnementaux, la promotion des dispositifs en ligne, suivant les courbes de niveau par exemple pour lutter contre l'érosion, les aspects socio-économiques de l'utilisation des produits du jatropha, en se focalisant sur les bénéfices des ménages ruraux.

Le jatropha est considéré comme une alternative d'amélioration de la qualité de vie des ménages ruraux : huile lampante, huile brute pour les foyers, cosmétiques, tourteaux pour l'engrais, et à une échelle plus élevée, l'huile brute pour carburant des moteurs semi-industriels

Grâce à ses actions, des petits marchés d'huile de jatropha a déjà vu le jour et sont en train de se développer.

IV. Principaux points ressortis

A. Pour le développement d'une politique et d'un cadre incitatif pour le développement durable des biocarburants

1. Jusqu'à présent, les projets et investissements biocarburant se font à l'initiative des opérateurs. Il n'y a pas de partenariat public privé en la matière, il n'y a pas de politique générale incitative. Il faut des incitations et un contexte financier favorable.
2. Il faut bien définir les objectifs de Madagascar en matière de biocarburants. A quelle demande domestique doit satisfaire la production de biocarburant à Madagascar, avant même de songer à l'exportation? En particulier, les besoins en biocarburants pour le développement de l'électrification du pays doivent être pris en compte.
3. La loi en amont de la filière reste à définir. Cette loi en amont de la filière ne peut être élaborée qu'une fois la politique énergétique en matière de biocarburant définie. C'est à partir de cette politique qu'il sera possible d'identifier les aménagements et occupations de sols nécessaires pour les biocarburants et de mettre en place les balises environnementales et sociales.
4. Il est impératif de définir un zonage du territoire au niveau de chaque région pour éviter les compétitions en matière de production et que le développement soit durable : zones délimitant les réserves foncières agricoles, les réserves minières, zones à développement biocarburant ... Les Régions manquent d'outils de décisions face aux projets d'investissements des uns et des autres. Ce zonage doit être effectif jusqu'au niveau des communes. Ainsi, il serait approprié de croiser les plans d'occupation des communes (cas de la région Alaotra Mangoro) avec les schémas d'aménagement du territoire, pour identifier les espaces d'affectation « biocarburant », déboucher sur des facilitations foncières et aboutir à un emploi durable de ces espaces.
5. Les aspects environnementaux et sociaux de la production de biocarburants doivent faire l'objet d'évaluations approfondies. En fonction des éléments qui en ressortiront, il sera nécessaire de rechercher des solutions de compromis avec le secteur privé. Ainsi, une Etude d'Impact Environnementale stratégique doit être menée par rapport à la filière Biocarburant, qui devra notamment faire ressortir les éléments minimums à prendre en compte par les investisseurs. Plus globalement, il serait nécessaire de procéder à une évaluation environnementale stratégique de la politique énergétique à Madagascar.
6. Des outils, procédures de mise en œuvre d'investissements biocarburants doivent être établis de manière concertée. Un code de bonne pratique et de bonne conduite de la production de biocarburant doit notamment en découler avec un comité inter ministériel d'experts.
7. Développer un réseau de compétences en matière de biocarburants aiderait à mieux avancer dans le développement durable des biocarburants. Dans le même ordre d'idée, il a été suggéré de mettre en place un observatoire de la filière biocarburants
8. Il doit y avoir des normes et des standards par rapports aux biocarburants produits.
9. Il faut réfléchir en termes d'intégrations des projets : en effet, développer les biocarburants suppose également développer les infrastructures environnantes, notamment pour la distribution et la commercialisation.

B. Éléments pour le développement des balises environnementales et sociales

▪ Aspects environnementaux

- 1- Le caractère envahissant éventuel ou potentiel des espèces, les effets et risques sur la biodiversité, la pollution, doivent être examinés de près. Par ailleurs, il est nécessaire de définir les systèmes de production les plus adaptés aux objectifs de durabilité : monoculture ? polyculture ?
- 2- La Direction Générale des Eaux et Forêts encourage actuellement les acteurs vers le reboisement utilitaire, en ce sens, certaines cultures biocarburants tels le jatropha sont encouragées.
- 3- Il faut définir le contenu des études d'impacts environnemental et social, et études de faisabilité qui permettront à un investisseur d'être éligible pour des investissements biocarburants à Madagascar.

▪ Aspects socio-économiques

- 1- Les investissements biocarburants doivent avoir des retombées au niveau de la population rurale. Comment la distribution des bénéfices se fait ou se fera-t-elle ? Qui gagne ? Qui perd ?
- 2- Actuellement, dans l'Androy, des opérateurs économiques font la collecte de graines de jatropha auprès des paysans, à partir des espèces naturelles. Les paysans sont conscients de l'importance des revenus que peut leur apporter cette plante.
- 3- Il y a des inégalités dans l'accès à l'information en matière de biocarburant et notamment par rapport aux informations sur le marché. Comment faire en sorte que les paysans producteurs puissent accéder à l'information sur les marchés biocarburants (notamment prix de l'huile, des graines, situation de la demande, situation de l'offre ...) et ainsi être en mesure de défendre leurs intérêts en fonction de l'évolution de ce marché ?
- 4- Il arrive également que des investisseurs, qui disposent des forces de persuasions nécessaires, arrivent à orienter les décisions communales qui abondent alors dans leur sens sans que ces communes soient réellement en mesure de savoir ce qui est bon et qui ne l'est pas pour le développement durable de leur collectivité. A ce sujet, il y a une inégalité de connaissances, d'informations, qui profite à celui qui détient l'information.
- 5- Les aspects fonciers doivent être examinés de près pour éviter les risques de perte de terres par les propriétaires traditionnels du fait de l'arrivée d'investisseurs ayant les moyens de leurs ambitions.
- 6- Les investisseurs ne doivent pas se précipiter vers l'acquisition de terrains fonciers, qui est un sujet très délicat en milieu rural. Avant tout, il est nécessaire que ces investisseurs établissent un climat de bon voisinage et relations avec les populations locales ; des discussions en profondeur doivent être menées au niveau des communes.
- 7- Le prix d'achat du secteur privé au producteur paysan (graines, huile...) doit être défini.
- 8- Il faudrait une structuration paysanne plus forte.